

Besançon

La Mission locale très inquiète face à la baisse des financements de l'État

À Besançon comme partout ailleurs, les Missions locales alertent sur le désinvestissement de l'État dans l'aide à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Ici, l'établissement pourrait perdre l'équivalent de six emplois à temps plein. Pour l'instant, les collectivités locales n'annoncent pas de baisse de leur participation. Soulagement.

L'alerte est lancée au niveau de l'union nationale des Missions locales au regard du projet de loi de finance 2026 (PLF), qui prévoit une baisse des financements des Missions locales. « Elle intervient immédiatement après la baisse de 2025 (-6,8 %). Le réseau des Missions locales subit donc une baisse des financements d'État de près de 20 % en deux ans. » Elle rappelle aussi que « les Missions locales accompagnent de plus en plus de jeunes pour lesquels les besoins s'intensifient. En 2025, les impacts de la loi pour le plein-emploi pour le réseau des Missions locales, ont conduit à une augmentation du nombre de jeunes orientés par France Travail. Le développe-



La mission locale du bassin d'emploi de Besançon, accompagne 3 500 jeunes par an vers une insertion durable et personnalisée.

ment du partenariat avec l'Éducation nationale, notamment dans le cadre de l'obligation de formation, de la réforme des lycées professionnels et de la généralisation du dispositif Avenir Pro, a abouti à un afflux massif de jeunes. Depuis le 1^{er} septembre 2025, le nombre des premiers accueils en Mission locale a augmenté de 8 %,

sans explication structurelle, et de 10 % concernant les mineurs ».

Faire plus avec moins

La Mission locale du bassin d'emploi de Besançon n'échappe pas à la règle, « le désinvestissement de l'État, représenterait au niveau local une baisse de 18 %, ce qui nous obligerait à

supprimer plus de six postes de conseillers sur 55 emplois, c'est extrêmement inquiétant d'autant que ces derniers ont des portefeuilles de plus en plus importants », explique Anne Dupeyron, directrice adjointe. L'État étant le plus gros financeur. « La conséquence directe, c'est le délai d'attente pour les jeunes, qui forcément

se laisseront et ne viendront plus. Or l'État est aussi notre plus gros donneur d'ordres, concrètement on nous demande de faire plus avec moins ».

« Nous mobilisons tous nos partenaires. La Région n'annonce pas de baisse des financements, nous sommes contents, parce que certaines Régions se sont déjà désinvesties. Besançon Grand Métropole est aussi un financeur important, nous avons fait une demande à hauteur des chiffres de l'an dernier, et je n'ai pas d'alerte pour l'instant. Le Département qui nous finance de façon moindre, continue de nous soutenir. Et nous les remercions tous, nous savons que les collectivités locales souffrent aussi financièrement. Il faut pourtant considérer que nous accompagnons actuellement 3 500 jeunes par an, beaucoup sont en grandes difficultés, et ces jeunes qui ont besoin d'aide sont de plus en plus nombreux », poursuit Anne Dupeyron.

Dans un premier temps, l'union nationale des Missions locales a lancé une pétition en ligne pour dire « halte au massacre de la jeunesse ».

● Catherine Chaillat